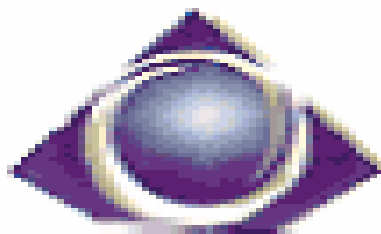




Le Budget Genre au Maroc, une perspective stratégique pour l'égalité des sexes et l'habilitation des femmes

Professeur Mohamed Chafiki
Directeur des Études et des Prévisions Financières
Ministère de l'Économie et des Finances

Bruxelles, Novembre 2008



Sommaire

- 1. Rappel du contexte et des défis**
- 2. Définition des concepts**
- 3. Points d'ancrage de la dimension genre dans les budgets**
- 4. Bilan des principales réalisations**
- 5. Défis à relever et clés de succès**

1. Rappel du contexte et des défis

➔ Contexte international

- **Ratification de la CEDAW en 1993.**
- **Engagement du Maroc à la réalisation des OMD (le 2ème rapport national 2005 adopte une démarche gendérisée).**
- **Obtention du Maroc du « Statut Avancé » lors du Conseil d'association du 13 octobre 2008 à Luxembourg, faisant du Royaume le premier pays Sud Méditerranéen à bénéficier d'un tel statut dans ses relations avec l'Union européenne.**
- **Adhésion à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, notamment ceux relatif à l'alignement et l'appropriation.**

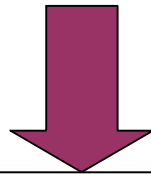
→ Contexte national

Le Maroc : une expérience originale de transition démocratique, de modernisation économique et de promotion du développement humain

- **Reconnaissance des droits de l'homme dans leur acceptation universelle dans la Constitution de 1996.**
- **Renforcement du processus démocratique (code des libertés publiques, nouveaux codes de la famille et de la nationalité...).**
- **Mise en place de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain**
- **Adoption du scrutin de liste à la proportionnelle et de la liste nationale au Parlement, réservant 30 sièges aux femmes (10,5% des élus).**
- **Nomination de 7 femmes Ministres dans le Gouvernement.**
- **Chantier ouvert de décentralisation et de déconcentration;**
- **Nouvelle dynamique de partenariat Etat-société civile**

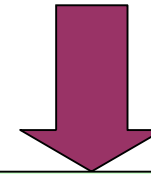
2. Définition des concepts : Le budget Genre

Ne signifie pas

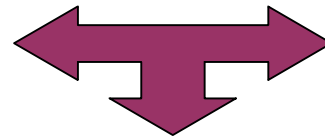


- Mettre en place un budget spécifique aux femmes ;
- Augmenter le budget réservé aux femmes
- Mettre en place, dans le cadre du budget général, un budget à deux parties, l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes.

Signifie



L'utilisation efficiente des crédits budgétaires à partir d'une analyse des besoins dans le but d'améliorer la qualité de vie des hommes et des femmes.



Il ne s'agit pas du volume des dépenses mais de leur nature et de leurs impacts sur l'ensemble des couches sociales

3. Points d'ancrage du genre dans les budgets

1. **Réalisation de la première étude** sur la condition de la femme au Ministère de l'Economie et des Finances.
2. **Institution de la célébration de la Journée Mondiale de la Femme** depuis 1998 autour de thématiques fortes et porteuses.
3. **Réforme budgétaire** orientée vers la performance initiée en 2002.
4. **Intégration du genre dans la réforme budgétaire**: Conclusions de l'étude « Faisabilité méthodologique des comptes budgétaires du genre et de l'enfance", appui Banque Mondiale (2002).
5. **Lancement du projet** « Renforcement des capacités nationales en matière de gendérisation du budget" avec l'UNIFEM (2003).
6. **Lettres d'orientation Premier Ministre, PLF 2007 et 2008** recommandant l'introduction de l'approche genre.
7. **Circulaire du Premier Ministre du 08 mars 2007** sur l'intégration de l'approche Genre dans toutes les politiques et programmes.

Points d'ancrage du genre dans les budgets

Réforme budgétaire axée sur les résultats : Six axes

1. **Amélioration de la programmation budgétaire pluriannuelle :**
Mise en œuvre du CDMT triennal et glissant.
2. **Globalisation des crédits :** Gestion budgétaire axée sur les résultats et mise en place des indicateurs de performance.
3. **Audit de performance :** Apprécier le niveau de réalisation des objectifs et de l'efficacité socio-économique.
4. **Développement de Systèmes d'information intégrés :**
Mutualiser et dématérialiser l'information budgétaire.
5. **Déconcentration budgétaire :** Contractualisation des relations:
Responsabilisation des gestionnaires
6. **Contrôle modulé de la dépense :** Simplifier les procédures et internaliser le contrôle de régularité

Résultats attendus de la BSG

- **Aligner les budgets sur les priorités politiques et sur les engagements internationaux** en matière d'égalité des sexes (OMD 3, Engagements de la Francophonie et de la Déclaration de Luxembourg).
- **Repenser les pratiques de planification, de programmation et d'exécution des politiques publiques** dans le souci d'assurer l'équité et l'efficacité :
 - ✓ **en amont** par la sélection des projets, au niveau de la planification, à partir de leur impact attendu selon l'optique genre,
 - ✓ **en aval**, par l'analyse de l'impact des budgets, sur les hommes, les femmes, les garçons et les filles.
- **Intégrer, mettre en cohérence et synchroniser les différents programmes de développement social** pour une prise en compte effective des besoins différenciés des populations et une responsabilisation accrue des acteurs locaux.
- **Instaurer une véritable culture de l'évaluation des politiques** à travers l'élaboration d'indicateurs de performance permettant d'apprécier la pertinence des politiques en matière d'atténuation de la pauvreté et des inégalités genre.
- **Habiller les parlementaires et ONG à participer aux débats** autour des allocations budgétaires : améliorer la lisibilité des budgets.

Principales étapes du projet BSG

- **Réalisation en 2002 (avec soutien de Banque Mondiale), d'une étude préliminaire «Faisabilité méthodologique des comptes budgétaires du genre et de l'enfance au Maroc».**
- **Projet MEF-UNIFEM sur "le renforcement des capacités nationales en matière de gendérisation du budget" .**

Phase I (2003-2004) :

- ✓ **Sensibilisation de certains Départements clés.**
- ✓ **Élaboration des outils de travail (Guide Pratique et Manuel sur la budgétisation sensible au genre)**

Phase II (2005-2008) : En cours

- ✓ **Élaboration du Rapport Genre accompagnant la Loi de Finances depuis 2005.**

Bilan des réalisations

- 1. Renforcement des capacités du Ministère des Finances et des départements ministériels partenaires**
- 2. Production d'outils et d'instruments sur le budget genre**
- 3. Elaboration du Rapport Genre qui accompagne la Loi de Finances**
- 4. Elaboration d'autres guides méthodologiques et manuels sur la performance**
- 5. Affinement des systèmes d'information : Lancement d'un dispositif de suivi communautaire; Examen exhaustif des statistiques genre.**
- 6. Accompagnement des départements ministériels dans l'intégration effective de la dimension genre dans le budget**
- 7. Développement d'un système de gestion des connaissances et d'une stratégie de communication (knowledge management et site web)**
- 8. Renforcement du dialogue politique et engagement de la société civile**
- 9. Evaluation nationale et internationale.**

4. Bilan des réalisations

1. Renforcement des capacités en matière d'élaboration, de suivi et d'exécution des budgets selon l'approche genre :

- ✓ Organisation de divers ateliers et sessions de formation au profit des chargés de la planification et de la programmation budgétaire du Ministère de l'Economie et des Finances et des départements ministériels
- ✓ Organisation de sessions de formation au profit des parlementaires et de représentants d'ONG.

Bilan des réalisations

2. Production d'outils : Guide de la Réforme budgétaire

- **Premier instrument de travail sur le budget genre** : visant une meilleure connaissance du processus de planification et de programmation budgétaire et de la réforme budgétaire axée sur les résultats.
- **Elaboré par le Ministère des Finances et de la Privatisation** sur la base des recommandations de parlementaires et du monde associatif.

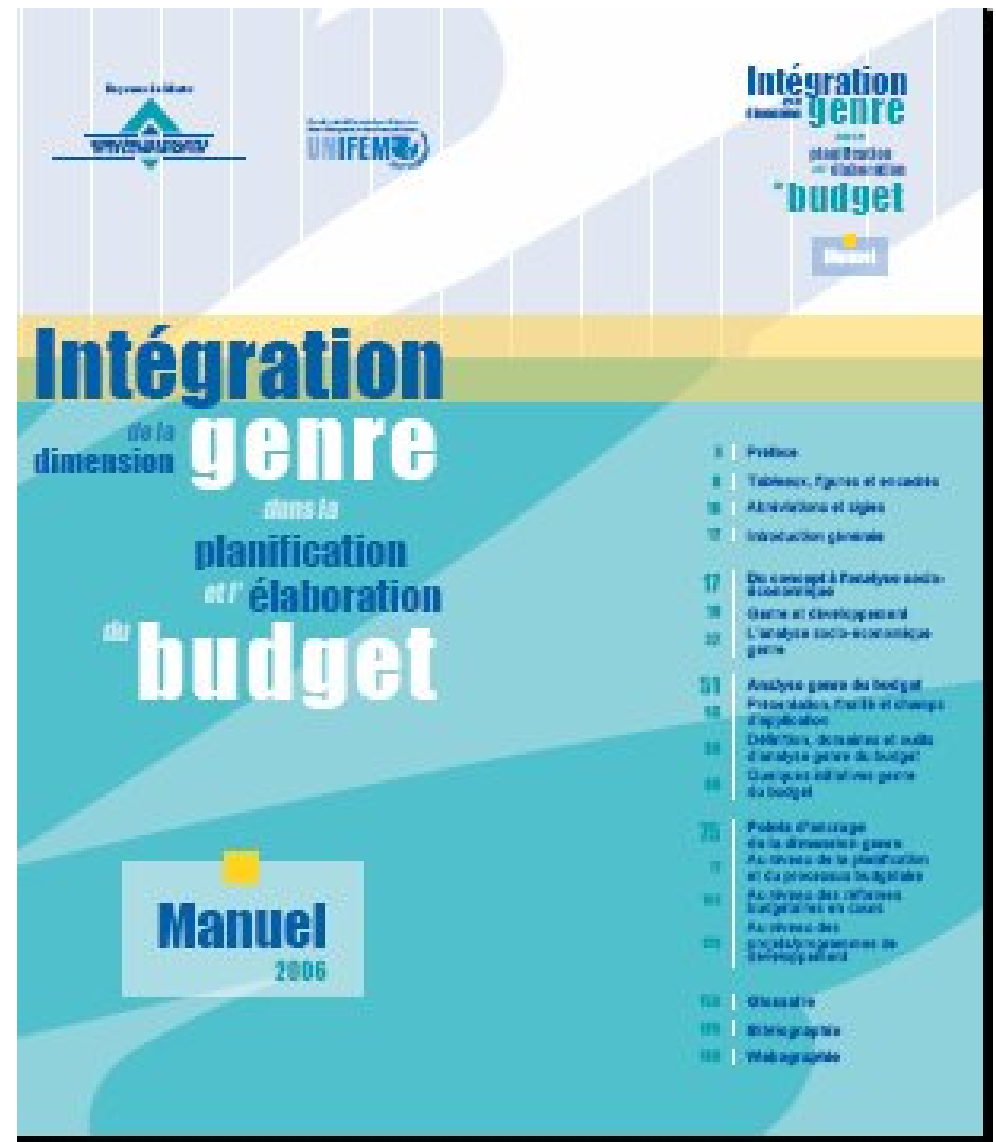
www.finances.gov.ma/depf/depf.htm



2. Production d'outils : Manuel de Budgétisation Sensible au Genre

- **Instrument d'institutionnalisation de l'approche "genre" dans le processus budgétaire.**
- **Vise à renforcer les capacités des responsables des budgets et de la planification dans le domaine de la BSG.**
- **Vise à servir de cadre normatif pour la mise en oeuvre de la réforme budgétaire axée sur les résultats.**

http://www.finances.gov.ma/depf/dpeg_action/genre/autres.html



3. Le Rapport Genre qui accompagne la Loi de Finances

- **Institutionnalisation depuis 2006 de l'élaboration du Rapport Genre annuel accompagnant la loi de Finances : Instrument d'évaluation des politiques et de dialogue et outil pédagogique et de plaidoyer.**
- **Intégration progressive de nouveaux départements dans une démarche participative (actuellement 20 départements).**

www.finances.gov.ma/depf/depf.htm

Royaume du Maroc



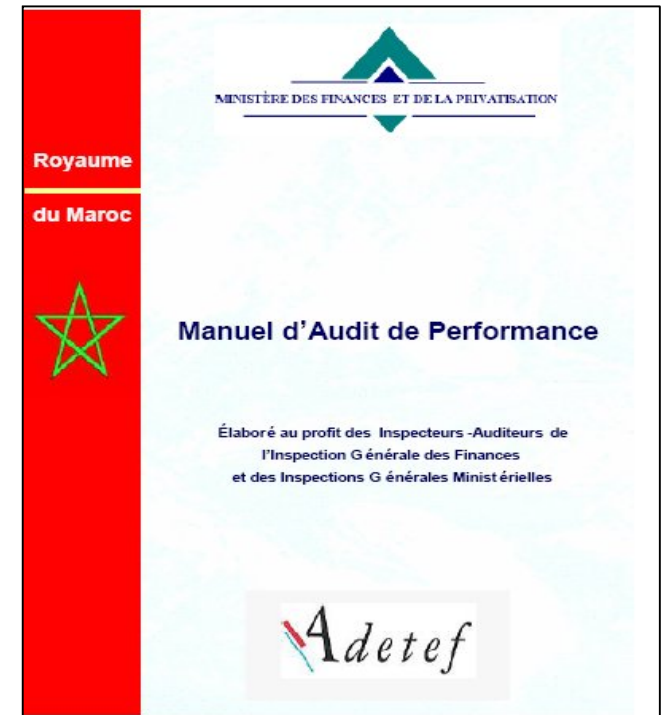
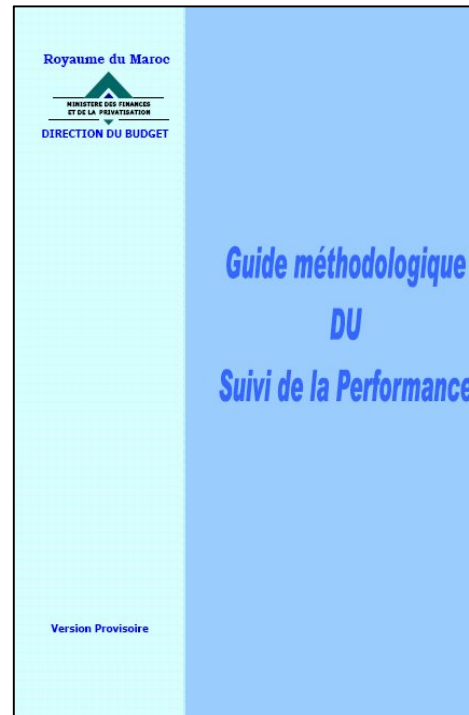
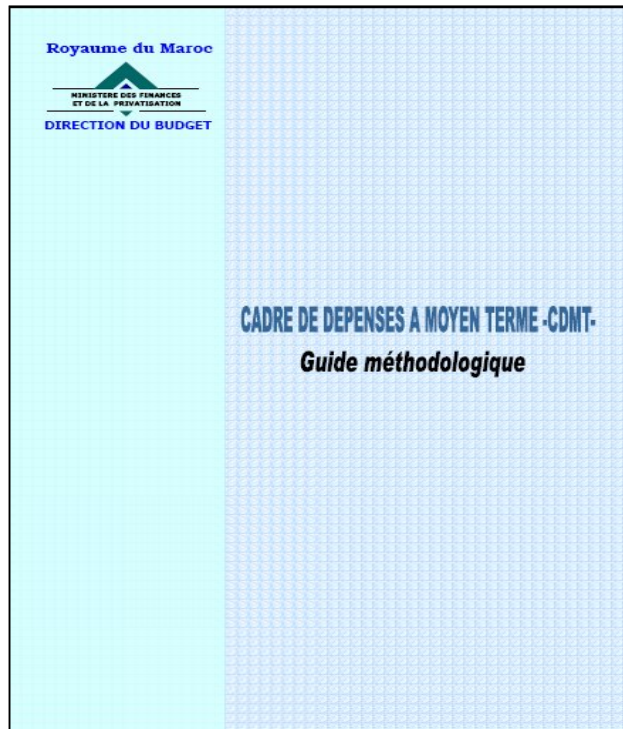
Direction des Etudes et des Prévisions Financières

RAPPORT GENRE

Annexé au Rapport Economique et Financier

Octobre 2006

4. Elaboration d'autres guides méthodologiques et manuels sur la performance



- **Guide méthodologique sur le Cadre de Dépenses à moyen terme.**
- **Guide méthodologique du suivi de la performance**
- **Manuel d'audit de performance.**

5. Affinement des systèmes d'information :

Examen Exhaustif des statistiques sensible au genre

- **Premier recueil exhaustif des statistiques genre au Maroc qui présente un état des lieux des données disponibles à ce jour dans le domaine des statistiques désagrégées selon le genre. www.finances.gov.ma/depf/depf.htm**
- **Permettra de déterminer les dimensions prioritaires sur lesquelles l'action publique devrait se concentrer afin d'améliorer les conditions des femmes et d'assurer une meilleure équité notamment en milieu rural**

Dispositif de suivi au niveau communautaire CBMS

- **Lancé au Maroc en 2006 dans deux localités : la Municipalité urbaine d'Essaouira et la Commune rurale de Bouabout.**

7. Développement d'un système de gestion des connaissances et d'une stratégie de communication

- Création d'un site Web dédié à la BSG: www.finances.gov.ma/genre
- Edition d'un numéro spécial de la revue Al Maliya du Ministère des Finances consacré à la BSG.
- Dissémination de l'expertise, knowledge management.
- Elaboration d'une stratégie de communication.

8. Renforcement du dialogue politique et engagement de la société civile

- **Pilotage par les associations de femmes d'initiatives de BSG au niveau local : formation et sensibilisation d'élus locaux et d'associations locales de femmes pour gendériser les budgets communaux.**
- **Mobilisation des associations de femmes autour de la mise en œuvre du nouveau Code de la famille – plaidoyer pour le renforcement des capacités des tribunaux de la famille; prise en compte de l'économie des soins dans le calcul de la contribution de la femme au foyer...**

9. Réalisation d'une évaluation nationale et internationale en 2006

- **Organisation d'un séminaire d'évaluation nationale de l'initiative BSG avec des partenaires clés du programme.**
- **Organisation d'un séminaire d'évaluation internationale avec les pays menant des initiatives BGS avec l'UNIFEM (Mozambique, Sénégal, Equateur et Maroc) : partage d'expertises et développement de partenariats.**

5. Quelques défis à relever

Généralisation à l'ensemble des départements ministériels, de la mise en œuvre des différents volets de la réforme budgétaire:

- **CDMT:** faire coïncider leur préparation avec le calendrier de préparation du PLF, accompagner les départements pour l'appropriation de cet outil et le rendre crédible: séminaires, assistance technique.
- **Globalisation des crédits:** généralisation du dispositif aux dépenses de fonctionnement, généralisation à tous les départements, consacrer la reddition des comptes et la production de rapports d'évaluation.
- **Indicateurs de performance:** réduire leur nombre, les gendériser et améliorer leur qualité.
- **Contractualisation:** instrument à développer entre l'administration centrale et ses services déconcentrés sur la base de stratégies bien définies, d'objectifs clairs à atteindre et d'engagements réciproques.
- **Accompagnement:** poursuivre le renforcement des capacités des gestionnaires (budgétaires et opérationnels).
- **Systèmes d'information:** mutualisation, intégration, fiabilisation, sécurité et contrôle interne.
- **Evaluation:** renforcement des audits de performance, développement des systèmes d'évaluation des politiques publiques.

5. Quelques facteurs clés de succès

- **Renforcer l'engagement politique et l'adhésion des différents intervenants pour la BSG et développer la convergence et la cohérence des politiques publiques.**
- **Refondre la Loi Organique des Finances pour consacrer la démarche de la performance et intégrer les nouveaux concepts et outils y afférents.**
- **Mise en place d'une structure dédiée à la conception et au pilotage de la Réforme qui accélérerait le rythme et d'optimiserait les efforts,**
- **Poursuivre l'affinement de l'appareil statistique dans le sens d'une gendérisation des données et indicateurs.**
- **Meilleure organisation de l'implication des ONG dans le processus de gendérisation (processus documenté et lisibilité budgétaire) ;**
- **Mettre en place d'un Institut Budget Genre à Rabat: développement de matériel de recherche et de formation en langue Française et Arabe.**